School Meals Coalition



Coalition pour l'alimentation scolaire : Réalisations

Lors de la réunion ministérielle de la taskforce de la Coalition pour l'alimentation scolaire qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) en octobre 2024, six priorités ont été convenues pour la période 2025-2026. Deux ans plus tard, la Coalition fait le bilan des résultats obtenus.

1 | Faire de l'alimentation scolaire une priorité politique et budgétaire à l'échelle mondiale et élargir l'accès à un financement durable

Les gouvernements renforcent la durabilité financière de l'alimentation scolaire, la considérant de plus en plus comme une priorité de la politique nationale plutôt que comme une intervention financée par des donateurs. Le rapport « *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024* » a estimé que les investissements dans l'alimentation scolaire ont atteint 84 milliards de dollars américains par an, soit une augmentation d'environ 36 milliards de dollars américains par rapport à l'édition précédente, dont 99 % sont financés par les budgets nationaux.

Les gouvernements font également appel aux ministères des Finances et d'autres secteurs, aux banques de développement et aux nouvelles plateformes de financement mondiales afin de diversifier et de renforcer les ressources disponibles pour l'alimentation scolaire. L'**Initiative sur le financement durable**, dirigée par la Learning Generation Initiative de l'Education Development Center, permet de réaliser ces progrès en collaborant avec 16 gouvernements sur la durabilité financière de leur programme national d'alimentation scolaire. Ces collaborations ont abouti à l'élaboration de stratégies nationales de financement durable pour l'alimentation scolaire, à des politiques en matière d'alimentation scolaire et budgets intersectoriels fondés sur des données probantes, à l'engagement avec les donateurs et à une augmentation des allocations budgétaires nationales. L'Initiative sur le financement durable aide désormais également les gouvernements à nouer des partenariats et à mettre en œuvre leurs stratégies.

2 | Passer des engagements à l'action au niveau national

Depuis la réunion ministérielle de la taskforce en 2024, la Coalition a accueilli huit nouveaux pays et trois nouveaux organismes régionaux, portant ainsi son effectif à 113 gouvernements, six organismes régionaux et plus de 160 partenaires. Les pays de la Coalition ont considérablement augmenté le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires, qui est passé de 261 millions à 294 millions. Soixante-et-onze gouvernements ont pris des engagements nationaux comprenant 563 actions, et 107 d'entre eux disposent désormais d'une politique en matière d'alimentation scolaire. Cela se reflète particulièrement dans l'augmentation du nombre de politiques en matière d'alimentation scolaire dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les gouvernements ont étendu la couverture pour se rapprocher des objectifs universels, ont renforcé l'approvisionnement local et ont eu recours aux échanges entre pairs et aux réseaux régionaux pour progresser plus rapidement. En outre, les repas scolaires sont désormais souvent accompagnés d'activités complémentaires de santé et de nutrition, telles que le lavage des mains avec du savon. En 2025-2026, 50 pays de la Coalition ont également soumis des examens volontaires des progrès accomplis par rapport à leurs engagements, renforçant ainsi la responsabilité des pays et la transparence de la mise en œuvre.

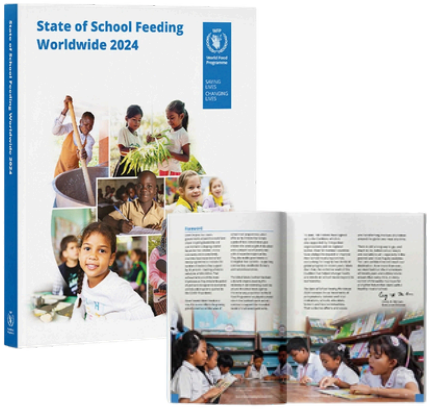
3 | Renforcer les données probantes pour une meilleure prise de décision et des programmes plus rentables

Les gouvernements s'appuient sur des données probantes plus solides pour éclairer leurs décisions en matière de politiques et d'investissements concernant l'alimentation scolaire. Les données issues d'études retour sur investissement montrent que chaque dollar investi génère un rendement de 7 à 35 dollars.
Les revues systématiques placent également l'alimentation scolaire parmi les interventions les plus efficaces et les plus rentables dans de multiples secteurs : elle génère des retombées importantes non seulement sur l'accès à l'éducation et l'apprentissage, mais aussi sur des aspects aussi divers que la santé, la santé planétaire, la protection sociale, l'agriculture, l'emploi local et l'égalité des genres. Un élément clé de cette évolution est la reconnaissance par les gouvernements de l'alimentation scolaire en tant qu'investissement dans la création de capital humain et dans la réussite des générations futures.

Les gouvernements s'appuient sur cet ensemble croissant de données probantes pour renforcer les politiques alimentaires, identifier des pratiques opérationnelles durables au niveau local et établir des valeurs de référence nationales permettant de suivre les progrès. Le **Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire** de la Coalition a permis de réaliser ces progrès grâce au soutien d'un « groupe de réflexion » composé de plus de 1 500 chercheurs et conseillers politiques dans 137 pays et grâce à l'édition grand public de plus de 100 études sur les bonnes pratiques, évaluées par des pairs.

4 | Mesurer les résultats et rendre compte des progrès de la Coalition

Les gouvernements ont transformé la manière dont les progrès en matière d'alimentation scolaire sont mesurés et communiqués, en constituant une base de données probantes mondiale plus solide pour la prise de décision et la redevabilité. Le rapport « *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024* » a été publié, la base de données mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire a été lancée et la couverture de l'alimentation scolaire a été intégrée dans le cadre de l'ODD 4 « Éducation de qualité ».
Ce socle est désormais renforcé par le nouveau Système d'autodéclaration des gouvernements pour l'alimentation scolaire, mis en place par l'**Initiative sur le suivi et les données (DMI)**, en collaboration avec le Consortium de recherche et l'Union africaine. Ce système permet aux gouvernements de rendre compte chaque année du nombre d'enfants bénéficiaires, des investissements, de l'état d'avancement des politiques et des activités complémentaires, dans un cadre mondial harmonisé. Le premier cycle de rapports est en cours en 2026-2027. Ensemble, ces avancées donnent aux pays les outils nécessaires pour suivre les progrès, identifier les lacunes et démontrer l'ampleur et l'impact croissants de l'alimentation scolaire dans le monde entier.





5 | Donner aux villes et aux municipalités les moyens de progresser

Les gouvernements rapprochent la fourniture des repas scolaires des communautés, les autorités nationales définissant le cadre politique et les municipalités jouant un rôle croissant dans leur exécution. Les pays délèguent des responsabilités aux entités municipales afin de faciliter les approvisionnements locaux, d'assurer un contrôle efficace de la sécurité alimentaire et de mettre en place des comités décentralisés d'alimentation scolaire, ce qui permet de raccourcir les chaînes d'approvisionnement et de renforcer le contrôle au plus près des écoles. Dans de nombreux pays, les municipalités financent et gèrent l'alimentation scolaire directement dans le cadre des normes nationales.

L'**initiative « Les villes nourrissent l'avenir »**favorise ce changement : elle met en relation 266 municipalités de 71 pays membres et propose des échanges régionaux, des formations techniques et des études de faisabilité au niveau des villes afin de concrétiser les ambitions locales, ainsi que des dialogues nationaux associant les villes et les ministères pour combler le fossé entre les gouvernements nationaux et locaux. Les données de 156 villes sont désormais consignées dans la base de données mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire, ce qui renforce la visibilité des différentes priorités dans les contextes locaux. L'initiative a également identifié une deuxième cohorte de « maires champions », des dirigeants de villes pionniers dans le domaine de l'alimentation scolaire qui, en tant qu'ambassadeurs politiques, prennent des engagements concrets et assortis de délais par le biais des lettres d'engagement des villes en faveur de l'alimentation scolaire.

6 Donner la priorité à une participation de haut niveau à la prochaine réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire au Brésil en 2025 et soutenir la tenue de rassemblements supplémentaires pour promouvoir le plaidoyer

Les gouvernements ont maintenu une dynamique politique de haut niveau en faveur de l'alimentation scolaire et l'ont de plus en plus traduite en engagements collectifs, en coopérations régionales et en actions dans le cadre de programmes politiques plus larges. Lors du deuxième Sommet mondial de la Coalition, qui s'est tenu au Brésil en septembre 2025, les pays ont adopté **une déclaration finale** et ont soumis 49 rapports d'étape volontaires, renforçant ainsi la responsabilité mutuelle en matière de mise en œuvre. Les gouvernements ont également fait progresser la question des repas scolaires lors des présidences successives du G20 et du G7, du Bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, du Sommet Nutrition pour la croissance, de la Journée africaine de l'alimentation scolaire et du Forum politique de haut niveau, tout en positionnant ce sujet dans des domaines politiques émergents, notamment les systèmes alimentaires résilients face au changement climatique et la cuisson propre dans les écoles, grâce à la COP30.


© WFP/Vilakhone Sipaseuth

Les plateformes régionales ont renforcé cette dynamique, notamment le Séminaire international sur l'alimentation scolaire de la Communauté des pays de langue portugaise, ainsi que les réunions régionales en Afrique de l'Est, en Europe, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et en Afrique de l'Ouest. Cette coopération se traduit par des résultats concrets :

7

GOUVERNEMENTS D'AFRIQUE DE L'OUEST SE SONT ENGAGÉS À RENFORCER L'ALIMENTATION SCOLAIRE ISSUE DE LA PRODUCTION LOCALE À LA SUITE D'UNE RÉUNION RÉUNISSANT 20 PAYS

8

GOUVERNEMENTS D'ASIE DU SUD-EST ONT APPROUVÉ UNE DÉCLARATION RÉGIONALE ET ONT CONVENU DE CRÉER UN RÉSEAU RÉGIONAL

20+

GOUVERNEMENTS EUROPÉENS ONT APPELÉ À DES INVESTISSEMENTS PLUS IMPORTANTS

1er

CHAPITRE NATIONAL DE LA COALITION AU KENYA A RENFORCÉ LA COLLABORATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS D'AFRIQUE DE L'EST

La Coalition permet aux gouvernements de maintenir l'élan, de relier les efforts régionaux et de transformer l'engagement politique en action collective.

Quelle est la prochaine étape ?

La prochaine étape consiste à transformer cette dynamique en systèmes nationaux durables : des données probantes et plus solides pour suivre les progrès ; un financement pluriannuel prévisible et durable ; des infrastructures et des chaînes d'approvisionnement résilientes ; et des politiques capables de résister aux pressions budgétaires, aux chocs et aux situations d'urgence. Les gouvernements doivent montrer la voie en fixant des objectifs nationaux clairs, en intégrant l'alimentation scolaire dans les politiques et les budgets à long terme, en renforçant le suivi et la redevabilité, et en maintenant et en approfondissant les progrès là où la couverture reste la plus faible. Au fur et à mesure que l'urbanisation s'accélère, les gouvernements nationaux et municipaux doivent collaborer pour veiller à ce que les programmes d'alimentation scolaire atteignent les enfants de toutes les communautés, urbaines et rurales. Ils doivent également veiller à ce que l'extension des programmes garantisse la qualité, l'équité et de meilleurs résultats pour les enfants.

La Coalition soutiendra ce leadership, par le biais de ses initiatives et de ses partenaires, en aidant les pays à traduire leurs engagements en plans de mise en œuvre, à mobiliser des financements et des partenariats durables, à renforcer les systèmes de données et l'apprentissage entre pairs, à soutenir l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence et à partager des données probantes et des solutions pratiques entre les régions.

Les partenaires, notamment les donateurs, les banques de développement, les agences des Nations Unies, la société civile et les chercheurs, doivent aligner leurs ressources et leur expertise sur les priorités des pays, combler les lacunes en matière de financement, de données et de capacités, soutenir la continuité des repas scolaires en situation d'urgence et contribuer à la mise en place de systèmes résilients capables de perdurer au-delà des projets individuels ou des cycles de financement.

Les prochaines réunions mondiales offrent des occasions cruciales de concrétiser ces ambitions. Le sommet mondial de 2027 devrait permettre d'obtenir des engagements politiques renouvelés, des objectifs nationaux mesurables et le financement nécessaire pour accélérer leur mise en œuvre. La réunion ministérielle de la taskforce en 2028 devra examiner les progrès accomplis par rapport à ces engagements, traiter les lacunes restantes et demander aux gouvernements et aux partenaires de rendre compte de la mise en œuvre, tout en fixant les priorités de la Coalition pour le prochain biennium. Ensemble, ces étapes devraient permettre à la Coalition de passer de la démonstration qu'il est possible de généraliser l'alimentation scolaire, à la garantie que chaque enfant ait accès à un repas sain et nutritif à l'école.

Pour en savoir plus sur la Coalition pour l'alimentation scolaire :
schoolmealscoalition.org

LEARN MORE